d'excuser les projets altiers d'un homme résolu à faire pour la bonne cause le sacrifice de sa vie et même de son existence.

En juillet 1781, Feller avait reçu la patente de *conseiller ecclésiastique* du gouverneur général des Pays-Bas. Il pria un de ses correspondants de ne pas insérer son nom dans le calendrier de la Cour, puisque sa modestie habituelle et certaines anecdotes le feraient accuser d'hypocrisie. Dans une lettre du 9 mai 1783, il dit qu'il ne fait aucun usage de son titre qu'il ne croit pas inscrit au calendrier de la Cour; l'ayant accepté dans un moment où il avait cru qu'il pourrait lui être utile à la suite d'une tracasserie violente, il voulait le garder comme un témoignage de la bonté du Sérénissime Prince; tout en restant indifférent aux honneurs. Le 10 juillet 1780, il avait refusé à un chevalier d'accepter un canonicat, quoiqu'il pût en retirer des avantages, sans aucune charge. Il avait déjà refusé beaucoup de moyens d'améliorer sa fortune. « Mes petites facultés sont bornées d'une manière si parfaitement heureuse, que remplissant exactement tous mes besoins, elles s'arrêtent précisément au degré où je craindrois voir naître des désirs, si jamais elles venoient à le franchir. »

Une lettre du 15 avril 1781 nous renseigne que Feller avait été chargé par un évêque d'écrire une *réfutation contre une dissertation sur les dîmes*. Pour ce travail, il s'était associé avec deux autres savants, Paquot et Gresquiers, mais il se sentait complètement découragé par la manière dont l'empereur envisageait le clergé, les religieux, leurs constitutions et leurs revenus. Les perspectives pour l'avenir lui semblaient toujours extrêmement mauvaises. « Les pauvres curés de campagne sont privés de la moitié de leur salaire, on affiche aux portes des villes des abus que quelques-uns parmi eux ont commis. Il est ridicule d'accuser les pauvres capucins et les recollets de faire sortir beaucoup d'argent du pays s'ils vont à Rome pour élire un général. Inutile d'espérer bientôt un changement dans l'attitude du monarque. Le prélat à qui Feller adressait cette lettre possédait l'estime et l'amitié de ce souverain sage et juste. « Serait-il impossible de porter ce judicieux et religieux souverain à ne rien décider sur le clergé, les religieux, les choses ecclésiastiques en général sans l'avis d'un conseil formé d'Evêques qu'il auroit choisis avec son discernement et sa prudence ordinaires? Croiez-vous qu'il ne se prêteroit à aucun genre de représentation à ce sujet, et même relativement aux ordonnances déjà émanées? Je suis persuadé p. ex. que si Sa Sainteté lui faisoit remettre un mémoire où l'on développeroit avec autant de dignité que de force toutes les réflexions que la chose fait naître en foule, et où cela fut parfaitement assorti au naturel et à la manière de voir de ce grand prince, je suis persuadé dis-je, qu'il y feroit la plus grande attention. »

Très nombreuses aussi les plaintes sur la liberté dont jouissent les porte-paroles de la philosophie antireligieuse. « A dire le vrai, la digue est rompue, le triomphe de l'impiété et du libertinage est consommé, je ne connois plus rien sur la terre qui puisse l'arrêter. » En 1752, l'abbé Ladvoat, bibliothécaire à la Sorbonne avait publié un *Dictionnaire historique portatif*, abrégé du *Dictionnaire historique* du grand savant Moréri. Cet ouvrage fut corrigé ou plutôt remanié d'après les idées à la mode du temps par le bénédictin CHAUDON, membre de la congrégation de Cluny, et